



[ ALBUM PHOTO ]

# LE FRAPRU *a 35 ans*

Groupe d'études et d'actions urbaines  
Novembre 2013





## Sommaire

1963-1978.	Des racines qui datent de cinquante ans	4
1978-1986.	Du réaménagement urbain au logement social	8
1987-1990.	L'opposition de la rue	12
1991-1993.	Tir groupé sur Ottawa	18
	<i>Une histoire qui ne manque pas de couleur</i>	<b>24</b>
1994-1996.	Repartir à zéro	28
1997-2000.	« Un grand chantier de logement social »	32
2001-2005.	C'est la crise	36
2006-2009.	Pas simple, la socialisation	40
2010-2013.	C'est pas fini...	44

## Le FRAPRU a 35 ans Album photo

Publié par le Groupe d'études et d'actions urbaines (GEAU)  
La reproduction en tout ou en partie de cette publication est encouragée à condition d'en mentionner la source.

Mise en page : Molotov  
Impression : Payette et Simms

Dépôt légal : 4<sup>ème</sup> trimestre  
Bibliothèque du Canada  
Bibliothèque nationale du Québec

Photo de la couverture intérieure : Véronique Laflamme

Une des luttes qui se mènent à la fin des années 1970, celle contre les immeubles barricadés qui représentent un danger pour les quartiers populaires. / PHOTO : CSN



[ 1963-1978 ]

# DES RACINES qui datent de 50 ans

*Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a 35 ans à l'automne 2013, mais ses origines remontent à quinze ans plus tôt.*



Manifestation à l'hôtel de ville de Montréal. / PHOTO : CSN

En 1963, la pratique de l'animation sociale fait son apparition dans le Sud-Ouest de Montréal. Des groupes, souvent très proches de paroisses catholiques, sont successivement mis sur pied à Saint-Henri, Petite-Bourgogne et Pointe Saint-Charles. En l'espace de quelques années, d'autres apparaissent ailleurs à Montréal, mais aussi dans les quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur à Québec, sur l'Île de Hull ou à Trois-Rivières. Ces premiers comités de citoyennes et de citoyens sont à l'origine de ce qu'on appelait alors le mouvement populaire et qu'on qualifie aujourd'hui de mouvement communautaire autonome.

Les champs d'intervention de ces comités sont collés aux préoccupations immédiates des populations concernées. Ils demandent la construction d'écoles, de parcs ou de terrains de jeu. Ils réclament la démolition de maisons jugées dangereuses pour le feu. Ils tentent surtout de faire entendre la voix des citoyennes et des citoyens sur un enjeu devenu omniprésent : la rénovation urbaine.

Avant même que la « Révolution tranquille » n'ait pris son envol, les centres-villes commencent à s'adapter aux besoins du capitalisme moderne. Le phénomène atteint une vitesse fulgurante au tournant des années 1960. Les projets d'édifices à bureaux, gouvernementaux ou privés, pullulent, ceux de complexes hôteliers et de commerces aussi. Des autoroutes sont construites pour permettre le déplacement vers leurs lieux de travail de familles toujours plus nombreuses à élire domicile en banlieue. Pour la même raison, les stationnements sont appelés à prendre une place grandissante au cœur même des villes.

Les conséquences sont partout les mêmes. À Montréal, près de 28 000 logements disparaissent sous le pic des démolisseurs entre 1957 à 1974. À Québec, on parle de 2 300 en dix ans, à Hull de 1 500 en cinq. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont déracinées. Une partie est relogée dans les premières tours d'habitations à loyer modique (HLM), parfois situées très loin de leur ancien milieu de vie.

Les administrations municipales, qui ne cherchent pour la plupart qu'à élargir leur assiette fiscale, trouvent appui sur des programmes gouvernementaux de dégagement de terrains. Ottawa et Québec les subventionnent pour démolir des demeures et faire place à des projets immobiliers, autoroutiers ou autres. Les spéculateurs, eux, s'en mettent plein les poches. Ils acquièrent des maisons qu'ils laissent se délabrer, en attendant de tirer un bon prix du terrain sur lequel elles sont situées. Des incendies accélèrent parfois le processus.

## UN MOUVEMENT QUI CHANGE

Au départ, les groupes populaires privilégient le dialogue avec les autorités municipales, mais ils déchantent rapidement. Ceux qui survivent tendent à se radicaliser, alors que les nouveaux privilégient souvent d'autres formes de lutte davantage axées sur la contestation. L'analyse marxiste s'impose dans les groupes, le meilleur exemple

étant le rapport ÉZOP-Québec, publié en 1972 par un groupe de sociologues qui décortiquent méthodiquement les causes et les mécanismes de la rénovation urbaine à Québec.

Le mouvement populaire tend aussi à se diversifier, avec l'apparition, au tournant des années 1970, d'autres types d'organismes. Ils se créent souvent avec l'appui de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui vient d'ouvrir un « deuxième front » davantage axé sur l'action sociale et politique. Le gouvernement fédéral y contribue aussi, en finançant la Compagnie des jeunes Canadiens, un organisme vite qualifié de « refuge de marxistes et de séparatistes », et en multipliant les programmes d'emplois temporaires. C'est ainsi qu'une première génération d'associations de locataires voit le jour. Une autre lui succédera durant la seconde moitié de la décennie 1970, parfois sous le nom de comité logement.

Des partis politiques municipaux progressistes sont enfin mis sur pied dont l'éphémère Front d'action politique (FRAP) qui est défait, en pleine crise d'octobre 1970, par le maire de Montréal, Jean Drapeau. D'autres apparaîtront quelques années plus tard. C'est le cas du Rassemblement des citoyens et des citoyennes de Montréal (RCM) et du Rassemblement populaire de Québec (RPQ). Plusieurs membres de groupes populaires s'y impliquent.

## PLACE À L'AMÉLIORATION DES QUARTIERS

Le réaménagement urbain, lui, est déjà entré dans une autre phase. Le déblaiement des centres-villes est suffisamment avancé pour assurer la disponibilité de terrains pour des développements futurs. De plus, les conséquences de « l'opération bulldozer » sont tellement désastreuses qu'elles en viennent à représenter un danger pour la paix sociale.

En 1973, les gouvernements lancent de nouveaux programmes davantage axés sur la conservation et l'amélioration des logements et des quartiers. Au Québec, le Programme d'amélioration de quartier (PAQ) est offert à 40 municipalités qui peuvent désigner des zones dans lesquelles elles choisissent prioritairement d'intervenir pour parfaire les équipements socio-récréatifs, les infrastructures municipales et la qualité de l'habitation. Il prévoit même explicitement la participation citoyenne. Le Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL) y finance quant à lui des travaux de rénovation domiciliaire.

Les conséquences ne sont cependant pas très différentes pour les populations résidentes. Ces dernières ont beau être consultées, leur voix n'est que bien rarement entendue. Les rénovations majeures, elles, font grimper les loyers, chassant la plupart des locataires qui ne profitent pas de l'amélioration de leur quartier et de leur habitat.



La construction de l'Autoroute-Dufferin éventre le quartier Saint-Roch à Québec, entraîne la démolition de plus de 300 logements et fait disparaître les quartiers chinois et juif. ARCHIVES : FRANÇOIS G. COUILLARD



À Montréal. / PHOTO : MICHEL LAMOTHE



Sur l'île de Hull. PHOTO : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ÎLE DE HULL



Action organisée à la fin des années 1970 par le Comité des citoyens de la rue Saint-Gabriel, rebaptisé depuis Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, pour s'opposer au projet immobilier Charlebec. / PHOTO : ARCHIVES FRAPRU



Rue Saint-Norbert à Montréal, lieu d'une bataille épique, animée en 1975 par le Comité logement Saint-Louis (maintenant Comité logement du Plateau), contre la démolition de 49 logements. / PHOTO : MICHEL LAMOTHE

# LE JOURNAL POPULAIRE

VOL 1 - NO. 3 Journal des Comités de Citoyens - Hull. JUILLET 1974

## LOGEMENT-VA-PU!



**LÀ, J'M'EN VA PU!**  
FORMONS NOS COMITÉS DE DÉFENSE DE NOS QUARTIERS!!

La résistance s'organise à Hull. *Logement va pu* sera le nom du premier comité logement de l'Outaouais.

Conférence de presse de lancement de la première campagne du FRAPRU, en 1980



[ 1978-1986 ]

## DU RÉAMÉNAGEMENT urbain au logement social

Les 20, 21 et 22 octobre 1978, 240 personnes, provenant de 36 groupes, se retrouvent à Montréal pour un Colloque populaire sur les Programmes d'amélioration de quartier (PAQ). L'évènement est l'aboutissement d'une démarche initiée, un an plus tôt, par les Habitations communautaires du Centre-Sud de Montréal, afin d'identifier des revendications et des stratégies communes face à la rénovation urbaine.



Colloque pour la survie des quartiers populaires, en décembre 1986. / PHOTO : ROSS PETERSON

À son dernier jour, le Colloque se prononce en faveur de la mise sur pied d'une « organisation commune autour de l'aménagement urbain dont le caractère sera principalement revendicatif, appuyé par des services, et visant à établir le rapport de forces qui obligera l'État à adopter des mesures qui profiteront à chacun de nos quartiers ». Le FRAPRU est officiellement né, même s'il n'adoptera ce nom qu'en juin 1979.

En mars 1980, il adopte un cahier de revendications intitulé *Des quartiers où nous pourrions rester*. Celui-ci s'articule autour de trois objectifs : le maintien de la population résidante dans les quartiers populaires, la préservation du parc de logements à bas loyer et des rénovations aux conditions des personnes qui y résident. À l'automne de la même année, il donne lieu à une large campagne publique, la première de l'histoire du FRAPRU. Elle est couronnée de succès. Le FRAPRU ne compte toutefois plus que six groupes membres dont deux à Montréal, deux à Québec, un à Sherbrooke et un à Verdun. De plus, les PAQ autour desquels il s'est initialement formé ont pris fin et il doit se trouver un nouveau cheval de bataille.

### PRIORITÉ AU LOGEMENT SOCIAL

C'est à son premier congrès, qui se déroule à Québec, le 23 mai 1981, que le FRAPRU adopte une priorité de lutte mobilisatrice et rassembleuse : « le maintien et l'intensification des programmes sociaux en habitation ». Le logement social est désormais vu comme l'outil privilégié pour permettre le maintien des populations résidentes dans les quartiers populaires et assurer le droit au logement.

La lutte prend d'abord forme au plan local. Une bataille de longue durée est déjà en cours à Montréal pour revendiquer du logement social sur l'immense terrain des anciennes Usines Angus. Initiée par le Comité logement Rosemont, auquel se joint bientôt l'Association des locataires d'Hochelaga-Maisonneuve, la lutte, menée sous le thème « 2200 logements pour nous », innove à plusieurs niveaux. Elle sollicite des appuis très diversifiés et réussit à soutirer les premières consultations publiques à Montréal. Elle se soldera par la construction de 900 logements sociaux, soit à peu près 40 % des unités résidentielles du site.

À Verdun, une bataille du même genre permet l'obtention de HLM et de coopératives d'habitation dans le développement domiciliaire prévu sur le terrain d'une ancienne usine militaire, la DIL. Le quartier Pointe Saint-Charles se dote, pour sa part, d'une stratégie pour freiner la spéculation entraînée par la proximité du centre-ville. Le Projet Saint-Charles prend forme en 1983 autour de la demande de 500 logements sociaux, dont une majorité de coopératives.

À l'été de la même année, le logement social est au cœur de l'actualité à Hull. Une sévère pénurie de logements locatifs oblige des familles à camper illégalement sur un terrain abandonné situé en face des bureaux de

Logemen'occupe qui se retrouve, dès sa naissance, au cœur de la tourmente.

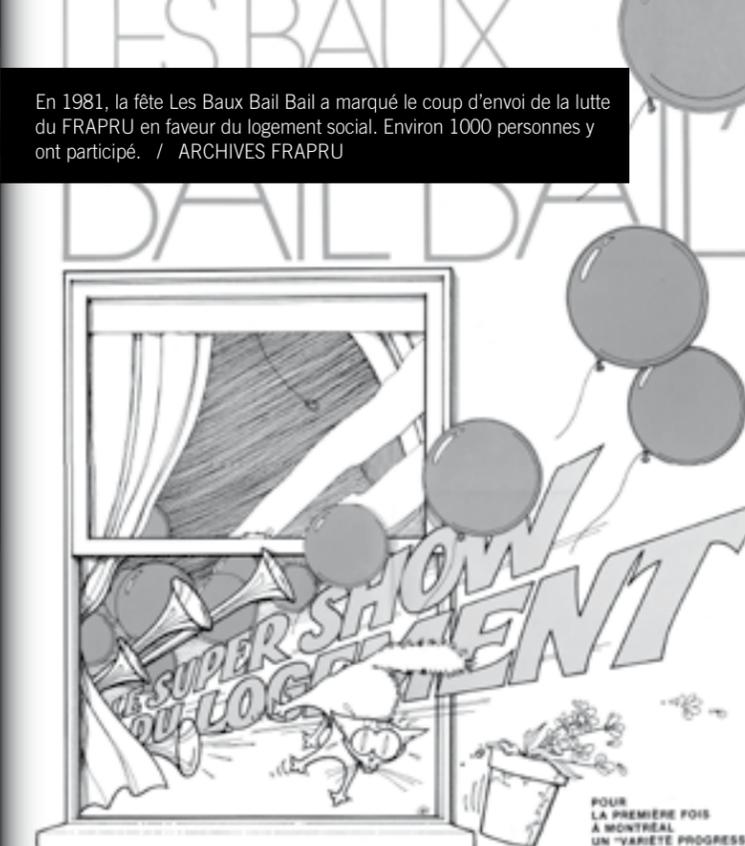
Le FRAPRU contribue par ailleurs à l'apparition dans plusieurs villes et quartiers d'une nouvelle forme d'organisation : des comités de requérantes et de requérants de HLM.

Au plan national, il s'implique dans des activités comme une manifestation au congrès national du Parti québécois (PQ) alors au pouvoir, l'occupation du bureau de comté du ministre de l'Habitation, Guy Tardif, à Montréal, et l'organisation d'une campagne pour réclamer le gel, pour un an, des loyers qui explosent en raison de taux d'intérêts astronomiques. Toutes ces activités sont organisées en collaboration avec le Regroupement des comités logement et associations de locataires avec lequel le FRAPRU envisage même de fusionner.

Ce n'est toutefois qu'au milieu des années 1980 que la lutte pour le logement social prend son réel envol avec la publication d'un Livre vert sur l'habitation par le gouvernement québécois, suivi d'un Document d'étude sur le logement (Livre bleu) par le gouvernement fédéral, maintenant dirigé par le Parti progressiste-conservateur de Brian Mulroney. Le FRAPRU y riposte en multipliant les mobilisations, en particulier autour de la tournée d'audiences sur le Livre vert. Il initie un Front commun sur le logement social réunissant les organisations nationales en habitation et réclamant le financement de 50 000 logements sociaux.

Le Livre vert n'aura pas de suites, compte tenu de la défaite électorale du PQ. Le gouvernement Mulroney, lui, se dote, en décembre 1985, d'une nouvelle *Orientation nationale de la politique du logement*. L'Ententecadre Canada-Québec sur l'habitation sociale est signée, quelques mois plus tard, sur cette base. Ses impacts sont considérables. Le nombre de logements sociaux financés annuellement au Québec diminue. Le marché privé s'en accapare une large partie avec le programme de suppléments au loyer privé. L'accès au logement social devient par ailleurs quasi-impossible pour les ménages disposant de modestes revenus de travail, ce qui le rend plus vulnérable face à d'éventuelles coupes budgétaires.

En décembre 1986, c'est en revenant aux sources que le FRAPRU panse ses plaies. Il organise un nouveau colloque *Pour la survie des quartiers populaires*. L'avenir du logement social y est discuté, tout comme les nouveaux dangers qui guettent les quartiers populaires. Un qualificatif y est de plus en plus associé: la « gentrification ».



**LA GRANDE FÊTE DU FRAPRU** 26 SEPTEMBRE  
 Église St-Louis de France, 3787 rue Berri, coin Berri et Roy • GARDERIE: Garderie Lafontaine, 1000 rue 500 est, rue Roy, coin Berri  
 CONTRIBUTION VOLONTAIRE: \$3,00  
 SOUTIEN: (grandement nécessaire): \$5,00  
 Organisé par SERVART

POUR LA PREMIÈRE FOIS À MONTRÉAL UN "VARIÉTÉ PROGRESSIF"  
 ARTISTES INVITÉS  
 Alain Campagna  
 France Bourgeois  
 Maurice Poirier  
 Hervé Souchard  
 Esther Beauchemin  
 et André Beauchemin  
 Wendy Earle  
 Oyarock  
 Bernard Roy  
 Un grand orchestre

Action organisée par le Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur, à Québec. Loginove était un programme de rénovation domiciliaire créé par le gouvernement québécois. / PHOTO : FRANÇOIS SAILLANT



Action dans le quartier Pointe Saint-Charles, à Montréal, au milieu des années 1980. / PHOTO : ROSS PETERSON



Affiche du Front commun pour le logement social, initié par le FRAPRU en 1985. / ARCHIVES FRAPRU

La première bannière du FRAPRU. Le mot « PROUD » était le nom anglais du FRAPRU : People's Rights Over Urban Development. Il a rapidement été abandonné. / PHOTO : ARCHIVES FRAPRU

Une pièce de théâtre présentée par la troupe À l'ouvrage! était au cœur de la première campagne du FRAPRU à l'automne 1980. Elle a été vue par plus de 2000 personnes dans sept villes au Québec. / PHOTO : JEAN-GUY LAGUÉ

L'artiste multidisciplinaire Norman Nawrocki, qui a plusieurs fois collaboré avec le FRAPRU, lit un poème lors du Rassemblement des mal-logés en 1987.  
PHOTO : ROSS PETERSON



[ 1987-1990 ]

## L'OPPOSITION de la rue

*L'ONU a décrété que 1987 serait l'Année internationale du logement des sans-abri. Le FRAPRU, qui s'est passablement renforcé au cours des années précédentes, tente d'élargir le débat. Tout en qualifiant de « scandale » le problème de l'itinérance, il le présente comme la « pointe de l'iceberg » de la crise du logement.*



Le cortège du FRAPRU lors de la manifestation du 16 avril 1988 contre le projet de loi 37. Au centre, Isidore Ostiguy, fondateur de Logemen'occupe de l'Outaouais.  
PHOTO : CLAIRE DASYLVA

Le FRAPRU profite de l'intérêt temporaire porté au logement des sans-abri pour relancer ses pressions en faveur du logement social. Ses principales activités sont la publication d'un *Dossier noir sur le logement et la pauvreté*, le premier d'une longue série, et l'organisation de sa plus grande activité à date, le Rassemblement des mal-logés. Le 15 septembre, 700 personnes venues de plusieurs villes au Québec marchent sur la Colline parlementaire à Ottawa.

Le FRAPRU fait au même moment figure d'opposition populaire face au gouvernement libéral de Robert Bourassa. Il s'oppose coup sur coup à un projet de loi abolissant le Ministère de l'Habitation, à un projet de règlement qualifié de « discriminatoire » sur la sélection des locataires de HLM et à la volonté de lever le moratoire sur la conversion de logements locatifs en condominiums.

Il a déjà préparé le terrain sur ce dernier dossier, avec le Regroupement des comités logement et associations de locataires. L'intention n'est pas de préserver le moratoire en place qui est un véritable gruyère, surtout sur le Plateau Mont-Royal, à Montréal, mais d'interdire toutes formes de conversion. Plus de 10000 personnes ont signé une pétition à cet effet et plusieurs ont mis à leur fenêtre l'affichette « Mon logement n'est pas à vendre ». C'est ce symbole que 75 personnes brandissent à la figure du ministre André Bourbeau, lors du passage du FRAPRU devant la commission parlementaire qui siège à ce sujet. Le moratoire sera néanmoins levé. La responsabilité de permettre ou non la conversion en condos est transférée aux villes. Des dispositifs sont cependant ajoutés à la loi, notamment pour contrer le harcèlement à l'endroit des locataires.

### AUX BARRICADES

L'année 1987 marque également le début de deux batailles qui se révéleront encore plus ardues.

La première est la réforme de l'aide sociale. Les hostilités commencent avec la publication par le gouvernement libéral d'un Livre vert sur la Sécurité du revenu, rapidement suivie d'un projet de loi. Les groupes de défense des droits réagissent avec colère aux mesures prévues dont le versement de prestations très variables selon l'aptitude ou non au travail, de même que l'introduction d'une coupure pour partage de logement. En février 1988, quelques organisations, dont le FRAPRU, manifestent devant le congrès du Parti libéral, à Québec. La relève est prise par une table de concertation formée à l'initiative du Front commun des personnes assistées sociales du Québec. Le FRAPRU y sera très actif. Il mobilise largement ses troupes pour la multitude d'activités organisées, incluant deux manifestations nationales à Québec et Montréal, ainsi que de nombreuses occupations de bureaux. La sinistre loi 37 est néanmoins adoptée. L'aide sociale ne sera plus jamais la même.

La seconde bataille est celle de l'Îlot Overdale, au centre-ville de Montréal. Elle débute en juin 1987,

lorsque le RCM de Jean Doré, qui vient de prendre le pouvoir, conclut une entente avec deux promoteurs afin de permettre l'érection sur le site de 650 condominiums de luxe. La Ville accepte la démolition des 107 logements et chambres qui s'y trouvent en échange de 72 logements de remplacement dans un autre quartier. La majorité des locataires considère l'entente comme une trahison. La lutte pour sauver la petite communauté et y réaliser une coopérative d'habitation se mène d'abord au plan légal. Elle prend un tournant plus radical lorsque la Ville utilise toutes formes de subterfuges pour évincer les locataires et démolir les immeubles. De mars à octobre 1988, les forces policières procèdent à un total de 33 arrestations dont celles de plusieurs permanents et membres du FRAPRU. Tous les immeubles, à l'exception d'un, disparaîtront. Les condos de luxe, eux, ne se réaliseront jamais. Overdale restera, pendant 25 ans, un terrain de stationnement...

### ET MAINTENANT, DES HAUSSES DE LOYER!

En septembre 1989, le FRAPRU organise un nouveau Rassemblement des mal-logés, cette fois à Québec. Il y revendique une politique globale d'habitation axée sur le logement social. Cette lutte fait toutefois rapidement place à une autre beaucoup plus défensive.

C'était prévisible depuis l'adoption de la Loi 37. En février 1990, le gouvernement Bourassa adopte un décret augmentant les loyers d'une partie des locataires des HLM et autres logements subventionnés, plus spécifiquement ceux des familles avec enfants majeurs et des personnes assistées sociales considérées aptes au travail. L'association provinciale qui regroupait jusque là les locataires de HLM étant moribonde, c'est le FRAPRU qui prend le leadership de la lutte. Elle donne lieu à plusieurs activités de sensibilisation et de dénonciation. La bataille est facilitée lorsque la Cour supérieure invalide le décret, en janvier 1991, suite à la plainte d'une locataire de l'Outaouais.

Pour éviter de se retrouver à nouveau devant les Tribunaux, le gouvernement libéral doit procéder par voie de projet de règlement, ce qui l'oblige à consulter. Cette fois, la mobilisation est suffisante pour convaincre le ministre des Affaires municipales, Claude Ryan, d'adoucir les hausses prévues. L'augmentation est abandonnée pour les personnes assistées sociales aptes au travail et elle est de loin inférieure pour les familles avec enfants majeurs.

Plusieurs associations de locataires de HLM mobilisées à cette occasion formeront le noyau fondateur de ce qui deviendra, en 1993, l'actuelle Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec.

La militante syndicale et féministe Madeleine Parent, décédée en 2012, a pris la parole sur la Colline parlementaire à Ottawa, en 1987. / PHOTO : ROSS PETERSON



Manifestation organisée lors d'un congrès du Rassemblement des citoyens et des citoyennes de Montréal (RCM), en 1988, en appui à la lutte des locataires de l'Îlot Overdale. / PHOTO : ANDRÉ QUERRY



Le 27 juin 2008, les locataires d'Overdale se barricadent dans leurs logements pour éviter l'éviction. Cette action provoquera l'arrestation de 13 personnes. / PHOTO : ROSS PETERSON

La délégation du FRAPRU, lors de la Commission parlementaire de 1987 sur la levée du moratoire sur la conversion de logements locatifs en condominiums. / PHOTO : ROSS PETERSON



Lancement en 1986 du rapport de l'enquête Femmes et logement portant sur la discrimination, le harcèlement et le harcèlement sexuel. La démarche avait été initiée par le Comité logement Rosemont et le FRAPRU. / PHOTO : ROSS PETERSON



Le Rassemblement des mal-logés du 15 septembre 1987 a démarré dans les rues de Hull, avant de se déplacer vers la Colline parlementaire, à Ottawa. / PHOTO : ROSS PETERSON



Second Rassemblement des mal-logés, celui-là à Québec, en septembre 1989. / PHOTO : JEAN TREMBLAY



« Des condos, y'en a trop. On veut des logements sociaux ». Bannière du FRAPRU sur le passage de la manifestation du 1er mai 1990 dans le Sud-Ouest de Montréal. / PHOTO : LOUIS POIRIER



Une des innombrables actions contre la réforme de l'aide sociale. PHOTO : ROSS PETERSON



Manifestation à Montréal en mars 1990 contre la hausse des loyers dans les logements sociaux. / PHOTO : JEAN TREMBLAY

À la fin du printemps 1992, un tintamarre organisé lors d'une assemblée de Brian Mulroney mène à une brève rencontre avec le premier ministre. / PHOTO : PIERRE GAUDREAU



[ 1991-1993 ]

## TIR GROUPE sur Ottawa

*En 1990, le FRAPRU, qui n'a pas encore l'habitude de scruter les budgets fédéraux, ne s'aperçoit pas que celui du ministre Michael Wilson diminue de 15 % les fonds consacrés au financement à long terme de nouveaux logements sociaux et ce, pour une période de deux ans. C'est lors du budget de février 1991 qu'il prend conscience de cette coupe, mais aussi de sa prolongation jusqu'en 1995-1996. Le FRAPRU évalue que ces compressions, faites au nom de la lutte au déficit, diminueront de 10 000 le nombre de logements sociaux pouvant être réalisés au Québec. Durant trois ans, il consacrera le meilleur de ses énergies à cette lutte.*



Manifestation dans les rues de Montréal en avril 1992. Le futur chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et la future ministre responsable de l'Habitation, Louise Harel, marchent sous la bannière du FRAPRU. / PHOTO : BILL CLENNETT

La lutte intensive qu'il mène contre les coupures fédérales ne l'empêche pas de s'activer sur bien d'autres enjeux. En 1991, il rend public un document interne de la Société d'habitation du Québec proposant de hausser de 20% les loyers des locataires de HLM afin d'élargir l'accès à l'allocation-logement. Le projet est étouffé dans l'œuf. Un an plus tard, il se joint au Regroupement des comités logement et associations de locataires pour s'opposer à l'autorisation de la conversion de logements en condos à Montréal où elle était restée interdite. Le FRAPRU intervient aussi pour faire entendre la voix des « sans-abris fiscaux » dans les débats à l'Assemblée nationale au sujet des finances publiques. L'organisme qui, en 1990, a pris position pour une « indépendance progressiste du Québec », trouve même le moyen de prendre part à une coalition populaire s'opposant à l'entente constitutionnelle de Charlottetown, lors du référendum pancanadien d'octobre 1992.

### SUS AUX COUPES

Pour entamer sa bataille face à Ottawa, le FRAPRU compare les 411 millions \$ coupés dans le logement social aux 950 millions \$ que le gouvernement choisit au même moment de consacrer à la participation canadienne à la guerre du Golfe. Il l'illustre en déménageant des meubles devant le Musée de la guerre, à Ottawa. Les actions s'enchaînent. Des rencontres officielles ont lieu, entre autres avec le ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Elmer MacKay. Des conférences de presse impliquent les oppositions libérales et néo-démocrates.

Pour clôturer le tout, le FRAPRU annonce, des mois à l'avance, l'érection, au moment du budget de 1992, d'un camp sur les eaux glacées de la rivière Outaouais, au pied du Parlement fédéral! Le 24 février, à la veille de la lecture du budget par le nouveau ministre des Finances, Don Mazankowski, une vingtaine de personnes s'y établissent jusqu'au 26. C'est de là qu'elles réalisent que le gouvernement procède à de nouvelles coupes qui font au total chuter de 60% les fonds dédiés à de nouveaux logements sociaux. Le programme fédéral de coopératives d'habitation, créé en 1986, est carrément aboli.

Le FRAPRU laisse éclater sa colère, en multipliant les coups d'éclat, dont une action tintamarre qui rend inaudible le discours de MacKay, lors de l'inauguration du Vieux-Port de Montréal. Interpellé à son tour à Hull, Brian Mulroney promet d'organiser une rencontre avec son ministre des Finances. Tenue quelques semaines plus tard, celle-ci tourne au vinaigre.

Le FRAPRU cherche en même temps à bâtir le front commun le plus large possible. Le 22 avril, il organise une manifestation nationale à laquelle se joignent plusieurs membres des députations du Bloc et du Parti québécois, ainsi que du Conseil de ville de Montréal. Il participe aussi à une coalition canadienne comprenant de grands organismes comme la Fédération canadienne des municipalités.

Au début de 1993, des milliers de vieux souliers s'entassent aux portes du ministère des Finances à Ottawa pour interpellier le ministre dont la coutume veut qu'il porte des chaussures neuves pour la lecture du budget. Présenté, le 26 avril 1993, celui-ci annonce rien de moins que le gel du budget de la SCHL qui « ne financera plus le logement par des engagements sur 35 ans ». En d'autres mots, si rien n'arrive d'ici là, Ottawa se retirera totalement du développement du logement social, à partir du 1er janvier 1994!

### LE GOUVERNEMENT CHANGE, LES COUPES DEMEURENT

À peine remis du choc, le FRAPRU réclame avec succès que Québec utilise les derniers fonds reçus d'Ottawa pour financer des coopératives et des logements sans but lucratif plutôt que des suppléments au loyer privés.

Il se prépare surtout pour les élections de l'automne 1993, avant que le retrait fédéral devienne effectif. En mai, quelques dizaines de ses membres se font expulser manu militari des bureaux montréalais de la candidate à la succession de Mulroney, Kim Campbell, qui devient bientôt première ministre du Canada. C'est encore Campbell qu'il prend pour cible en septembre, à Montréal, en tentant de pénétrer dans la salle où elle donne le coup d'envoi de sa campagne électorale. La petite bousculade qui suit fait la manchette des médias de tout le Canada. Le message du FRAPRU est simple : « Dehors les conservateurs »!

À l'approche du scrutin du 25 octobre, le FRAPRU se concentre sur le Parti libéral de Jean Chrétien pour qu'il s'engage à relancer le logement social.

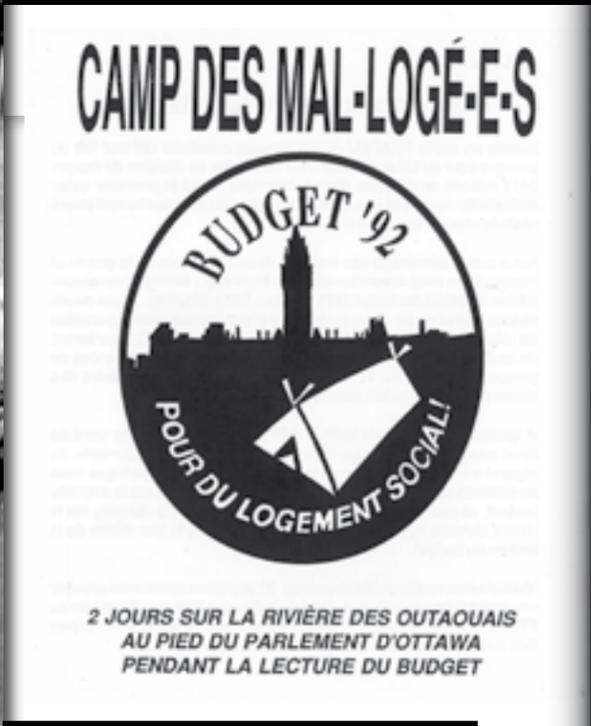
C'est sans avoir obtenu de tels engagements qu'il doit interpellier le nouveau gouvernement, entre autres en organisant deux manifestations à Ottawa et en faisant signer, en quelques semaines, une pétition de 15 000 noms. Le 22 février 1994, le budget du ministre des Finances, Paul Martin, ne contient même pas l'expression « logement social ». Le lendemain, le FRAPRU, qui avait pressenti la catastrophe, occupe la permanence du Parti libéral, à Ottawa. Il s'en fait évincer en fin de journée, mais récidive, dès le lendemain, dans un autre bureau. Il obtient une rencontre de dernière minute avec Martin qui affirme qu'il ne pouvait faire autrement... C'est fait, le développement du logement social est tombé à zéro!



Première action contre les coupures conservatrices dans le logement social au printemps 1991: déménagement au Musée de la guerre à Ottawa. / PHOTO : JEAN TREMBLAY



Camp des mal-logés sur les glaces de la rivière Outaouais, au pied du Parlement fédéral. / PHOTO : BILL CLENNETT



Annonce du Camp des mal-logés de février 1992. ARCHIVES FRAPRU

# MANIFESTATION POUR LA SURVIE DU LOGEMENT SOCIAL



Mercredi 22 avril '92, 13h30  
RASSEMBLEMENT

Affiche de la manifestation nationale du 22 avril 1992. ARCHIVES FRAPRU



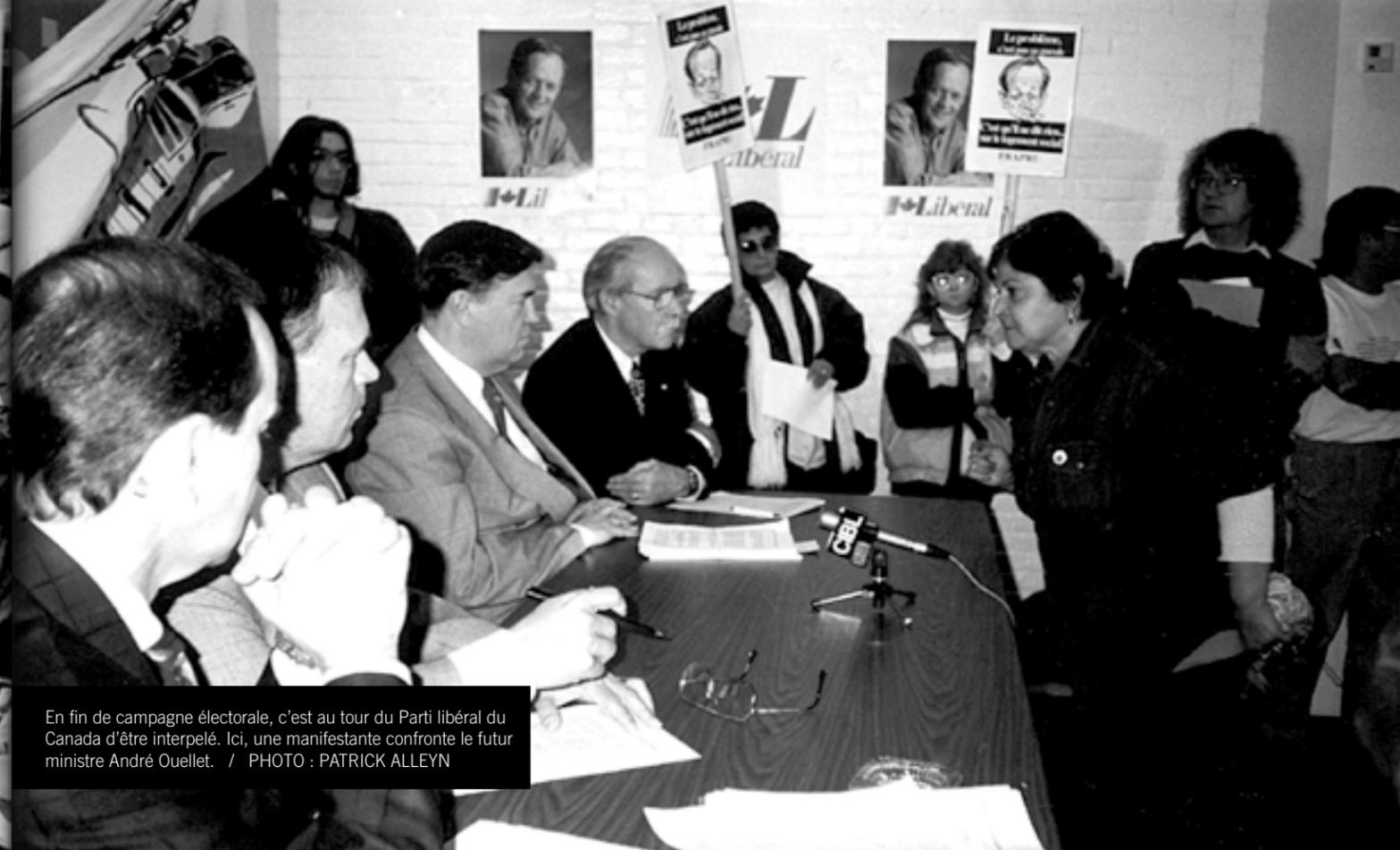
Chahut contre le ministre Elmer MacKay. PHOTO : VALÉRY LORANGER



Manifestation contre le budget conservateur de 1992. / PHOTO : ISABELLE REID



À quelques semaines du budget de 1993, des milliers de souliers sont apportés en face du bureau du ministre des Finances, à Ottawa. / PHOTO : PATRICK ALLEYN



En fin de campagne électorale, c'est au tour du Parti libéral du Canada d'être interpellé. Ici, une manifestante confronte le futur ministre André Ouellet. / PHOTO : PATRICK ALLEYN



Panneau électoral de la Coalition canadienne pour le logement dont le FRAPRU est membre. PHOTO : COALITION CANADIENNE POUR LE LOGEMENT.



Thème des interventions fédérales lors de l'élection fédérale de 1993. / ARCHIVES FRAPRU



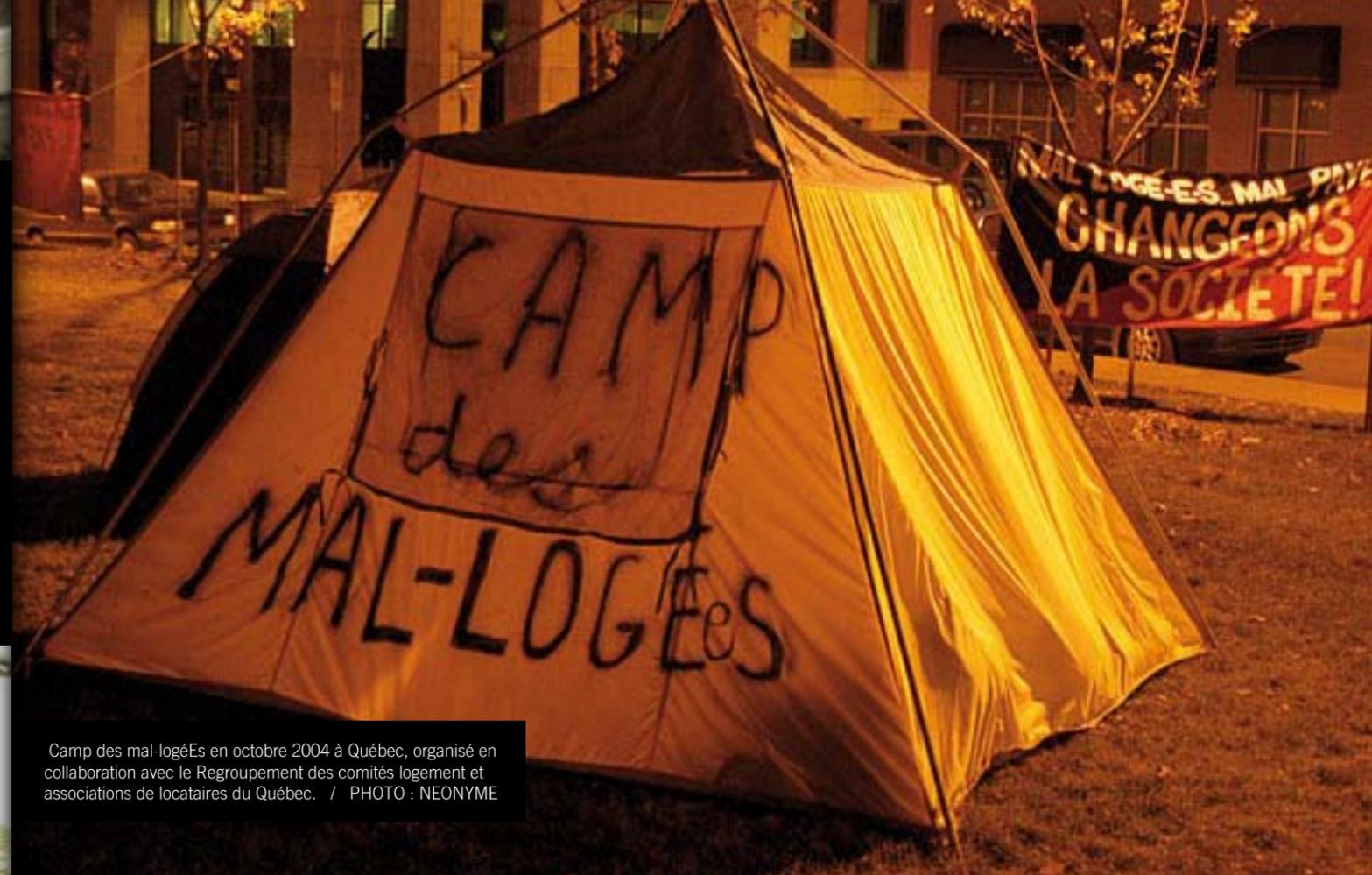
Action à Ottawa, au début de 1994, avant le premier budget libéral. / PHOTO : BILL CLENNETT



Le gouvernement fédéral n'est pas le seul à avoir un problème de déficit. / PHOTO : BILL CLENNETT

# UNE HISTOIRE, *qui ne manque pas de couleurs*

*Décédée en 2004, Jacqueline Saint-Urbain était de toutes les manifestations du FRAPRU. Cette photo prise en 1993 lors d'un déménagement symbolique au bureau du Parti conservateur, à Ottawa, a fait le tour du Canada. / Photo : Fred Sherwin*



Camp des mal-logéEs en octobre 2004 à Québec, organisé en collaboration avec le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec. / PHOTO : NEONYME



Squat du 920, rue de la Chevrotière, à Québec, amorcée lors de la semaine d'occupations de terrains et de bâtiments du FRAPRU, en mai 2002. / PHOTO : NEONYME



Manifestation de clôture du Camp des 4 Sans, à Québec, le 28 juin 2008. / PHOTO : FRANÇOIS ROY



Fin de la première Caravane Sur la route pour le logement social, au printemps 2011. / PHOTO : ÉTIENNE GRANDMONT



Une action inusitée dans l'histoire du FRAPRU : une fête foraine devant la Place des Arts, à Montréal, en mai 2005. PHOTO : MARIE-MICHÈLE BLEAU



Deux jours après le budget libéral de 2010, plus de 15 000 personnes marchent dans les rues de Montréal, à l'invitation de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. / PHOTO : MARIE-ÈVE RANCOURT

Bidonville édifié à l'aide de panneaux électoraux du PQ pour le discours inaugural du nouveau gouvernement, en novembre 1994. / PHOTO : SÉBASTIEN BOUCHARD



[ 1994-1997 ]

## REPARTIR à zéro

*La défaite face à Ottawa fait très mal. Le FRAPRU se tourne vers le gouvernement québécois pour lui demander de prendre la relève du logement social. Ça ne va pas sans difficultés. Le ministre Claude Ryan considère qu'il crée une « iniquité horizontale », certains ménages mal-logés recevant une aide substantielle de l'État alors que les autres sont laissés pour compte. Tout au plus, accepte-t-il de consacrer 3 millions \$ à un programme expérimental de 150 logements coopératifs.*

*C'est sa réponse à une proposition plus ambitieuse, Résolution Montréal, présentée par la Ville de Montréal et plusieurs organismes, dont le FRAPRU.*



À quelques jours du budget de mars 1997, le FRAPRU squatte symboliquement l'attraction principale du Salon de l'Habitation de Montréal. / PHOTO: LA PRESSE

Le regroupement juge qu'il n'y a plus rien à tirer du Parti libéral. À quelques mois des élections, c'est sur le Parti québécois qu'il fait pression pour le convaincre de prendre des engagements clairs et chiffrés. Une manifestation tenue à la permanence nationale du PQ en avril 1994 permet d'obtenir deux rencontres avec les responsables de sa plate-forme électorale, dont Bernard Landry. Le parti accepte de prendre un engagement que son chef, Jacques Parizeau, annonce, le 24 août, en début de campagne électorale. Il promet d'investir 35 millions\$ par an dans la réalisation de 1 500 logements coopératifs et sans but lucratif. C'est très mince. Toutes les autres actions organisées avant le scrutin du 12 septembre ne réussissent cependant pas à faire monter la mise.

### DU BIDONVILLE AU 1 080 DES BRAVES

Au lendemain de la victoire du PQ, le FRAPRU récupère des dizaines de panneaux électoraux qui servent à la construction d'un bidonville sur la Colline parlementaire à Québec, les 28 et 29 novembre, juste avant le Discours inaugural du premier ministre Parizeau. Celui-ci y réitère l'intention du gouvernement d'aller de l'avant avec le programme promis. Le ministre des Affaires municipales, Guy Chevrette, l'annonce un peu plus tard. Le financement du nouveau Programme d'achat-rénovation en coopératives et en OSBL n'est toutefois confirmé que pour une seule année. De plus, les 35 millions\$ prévus ne permettront que la réalisation de 1 200 unités au lieu des 1 500 promis!

C'est sous le slogan « Parizeau est bien logé... pas nous » que le FRAPRU relance ses pressions à l'hiver 1995. Il fait référence à la résidence officielle que le premier ministre a établie au 1080 de la très huppée rue des Braves, à Québec. Il se sert de l'image de la demeure pour une carte postale envoyée à Parizeau. Plus tard, une manifestation s'installe, avec des meubles, à la porte de la résidence. Le FRAPRU avait auparavant organisé la première de deux tournées annuelles des ministres siégeant au Conseil des priorités du gouvernement, ce qui lui permet d'en rencontrer la plupart.

À l'automne 1995, toute l'attention est tournée vers le référendum du 30 octobre sur la souveraineté et le FRAPRU n'échappe pas à la règle. Il publie et médiatise un *Dossier noir sur les interventions fédérales en habitation*. Il s'associe aussi à plusieurs autres organismes pour faire activement campagne pour le « Oui », mais à l'extérieur du camp officiel dirigé par Parizeau.

### PLACE AU DÉFICIT ZÉRO

Au lendemain du référendum perdu, la conjoncture change. Lucien Bouchard devient premier ministre du Québec. L'heure est maintenant au Déficit zéro qui, comme à Ottawa, mène à des coupes brutales dans les services publics et les programmes sociaux.

Bouchard le fait avaliser par un Sommet socio-économique tenu en deux phases, en mars et en octobre

1996. Le milieu communautaire est pour la première fois invité à un exercice habituellement réservé aux grands syndicats et au patronat. S'il joue le rôle de figurant à la première rencontre, ce sera différent à la deuxième où il oppose au déficit zéro une clause d'appauvrissement zéro pour les ménages qui sont déjà les plus pauvres. Le FRAPRU n'a pas été invité, mais c'est son coordonnateur qui y représente la coalition Solidarité populaire Québec (SPQ). Devant le refus gouvernemental d'adopter une telle clause pour les personnes aptes au travail, SPQ claque la porte du Sommet, aux côtés de la Fédération des femmes du Québec et de la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté.

L'appauvrissement est malheureusement déjà commencé et il se poursuivra. Dès décembre 1995, le gouvernement a annoncé des coupes dans l'aide sociale. Quelque 20 000 familles perdront notamment toute allocation-logement, alors que 70 000 autres la verront diminuer de 70\$ par mois.

À l'été 1996, les organismes communautaires nationaux en habitation, qui travaillent alors en coalition, sont informés d'un autre danger. Ils ont accès à un mémoire interne signé de la main même du ministre responsable de l'habitation, Rémy Trudel, qui propose une série de mesures dont une hausse majeure des loyers de 85 000 locataires de logements sociaux et l'abolition du Remboursement d'impôts fonciers pour 724 000 ménages. Le mémoire propose de poursuivre le financement de nouveaux logements sociaux, mais d'en transférer graduellement la responsabilité à un fonds alimenté par des contributions privées. Le FRAPRU coule ce document dans les médias ce qui met le ministre dans l'embarras. L'utilisation d'une panoplie d'autres moyens de pression, dont une pétition de 36 000 noms, fait reculer le gouvernement, avant que l'année n'ait pris fin.

Reste maintenant à savoir si le budget de 1997 contiendra des investissements en logement social. Le FRAPRU tente de s'en assurer, avec un blitz d'actions partout au Québec. À la surprise générale, le ministre des Finances, Bernard Landry, profite de son budget du 25 mars pour présenter un Plan d'action gouvernementale en habitation dont la pièce maîtresse est l'annonce d'un nouveau programme de développement du logement social qui s'appellera bientôt AccèsLogis.



Occupation symbolique d'un immeuble vacant, au début de la campagne électorale. / PHOTO : JEAN TREMBLAY



Le FRAPRU n'a pas attendu le début de la campagne électorale pour réclamer des engagements au PQ. En mai 1994, il a manifesté devant sa permanence nationale, à Montréal. / PHOTO : MARC LEMYRE



Affiche du FRAPRU pour la campagne électorale de 1994. CARICATURE : GARNOTTE



Une partie des personnes qui ont participé au bidonville. PHOTO : SÉBASTIEN BOUCHARD



Deux alpinistes montent une bannière géante pour appuyer le «Oui au-delà des partis», lors du référendum d'octobre 1995. PHOTO : PATRICK ALLEYN



Manifestation à l'hiver 1995 devant la résidence officielle du premier ministre Parizeau, à Québec. / PHOTO : PATRICK ALLEYN



Action du Comité BAILS au milieu des années 1990 pour réclamer du logement social dans Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal. / PHOTO : MARC LEMYRE

[ 1997-2000 ]

## « UN GRAND CHANTIER de logement social »

*Le Plan d'action péquiste ne va pas sans problème. L'avenir du logement social est assuré pour cinq ans, mais les 43 millions \$ prévus annuellement pour AccèsLogis permettront la réalisation d'un maximum de 1325 unités. Aucun investissement n'est prévu pour la relance de la formule HLM arrêtée depuis le retrait fédéral.*



Manifestation devant un Conseil national du PQ, à Trois-Rivières, à l'été 1996. / PHOTO : FRANÇOIS ROY



Photo publiée dans le quotidien The Globe and Mail du 3 février 2000 sur l'occupation des bureaux du premier ministre Chrétien, à Ottawa.

La volonté d'augmenter le loyer des logements sociaux ne sera quant à elle abandonnée que quelques mois plus tard. Enfin, l'allocation-logement unifiée, elle aussi annoncée dans le Plan, permet d'aider plus de ménages, mais elle est financée à même une réduction importante du montant accordé à ceux qui la reçoivent déjà. Les pressions exercées à cet égard par le FRAPRU évitent des coupes à 12 000 bénéficiaires. Les autres devront le subir.

Comme si ce n'était pas suffisant, le gouvernement Bouchard présente le projet de loi 186 sur l'aide sociale. Une des mesures proposées est la saisie des chèques des personnes reconnues coupables de non-paiement de loyer. Le FRAPRU se mobilise rapidement. Pendant plus d'un an, il participe aux activités de la Coalition nationale sur l'aide sociale et organise des actions sur ses propres bases. La loi est néanmoins adoptée en juin 1998. La saisie des chèques en fait partie, mais la poursuite des pressions en évitera la mise en application. Le gouvernement libéral de Jean Charest reviendra à la charge sept ans plus tard, sans plus de succès.

### NE PAS SE CONTENTER DE SI PEU

En mars 1998, un an après l'annonce du Plan d'action, le FRAPRU lance un nouveau projet récupérant une terminologie bien péquiste : « Un grand chantier de logement social ». Son congrès de juin précise la demande : 8 000 logements sociaux par année, dont la moitié en HLM.

Le FRAPRU porte cette revendication lors de la campagne électorale qui reporte Lucien Bouchard au pouvoir en décembre 1998. Il s'appuie pour ce faire sur un troisième *Dossier noir sur le logement et la pauvreté* dont les données, issues du recensement de 1996, sont explosives. En l'espace de cinq ans, le nombre de ménages consacrant plus de la moitié de leur revenu pour se loger a augmenté de 41 % au Québec! Le FRAPRU organise pas moins de 40 conférences de presse dans 30 villes, à ce sujet. Certains de ces événements ont lieu dans des endroits où il vient de contribuer à la formation de nouveaux comités logements, soit Trois-Rivières, Chicoutimi et Rimouski.

En 1999, une campagne permet de recueillir l'appui de 1 500 organismes de tous genres, ainsi que de personnalités comme Richard Desjardins, Michel Rivard et Isabelle Boulay, à la demande de grand chantier. Mêmes les villes sont sollicitées à l'occasion d'une activité à la porte du congrès de l'Union des municipalités du Québec.

À l'automne 2000, les 8 000 logements sociaux font partie des demandes québécoises de la Marche mondiale des femmes. Pour accroître la pression, le FRAPRU, qui a maintenant un comité femmes, repart en tournée à travers le Québec, cette fois sur la base d'un dossier spécifique sur la situation du logement des femmes. Ses membres se mobilisent ensuite avec enthousiasme pour les activités de la Marche.

Pendant tout ce temps, Le FRAPRU cherche à s'opposer à la volonté péquiste de diminuer les impôts,

maintenant que le déficit zéro a été atteint. Il estime qu'une telle baisse ne profitera qu'aux plus riches, élargira les écarts avec les ménages à plus faible revenu et fragilisera les finances publiques.

### « UNE URGENCE NATIONALE »

Le FRAPRU recommence par ailleurs à faire pression sur Ottawa. L'occasion lui est fournie par la publication en décembre 1998 d'un rapport du Comité international sur les droits économiques, sociaux et culturels. Le comité de l'ONU, qui a tenu des audiences sur la situation de ces droits au Canada, y sert une volée de bois vert au gouvernement fédéral, notamment en matière de logement et d'itinérance. Il lui recommande de les considérer comme une « urgence nationale ».

Le FRAPRU, qui faisait partie de la petite délégation d'organismes non-gouvernementaux présente à Genève pour ces audiences, se servira à satiété de la recommandation lors des nombreuses actions déployées au cours des deux années suivantes. Certaines se font en collaboration avec des organismes pancanadiens dont le nouveau Réseau canadien sur le logement et l'itinérance, dont il devient membre, et la Fédération canadienne des municipalités alors présidée par le futur chef du Nouveau parti démocratique, Jack Layton.

Bien d'autres actions ont lieu: manifestations au congrès du Parti libéral du Canada à Hull et au bureau du premier ministre Jean Chrétien à Shawinigan ; pétition de 32 000 noms ; camp à la porte de la conférence des ministres de l'Habitation, à Fredericton, au Nouveau Brunswick ; blitz d'occupations de bureaux gouvernementaux, dont celui étonnamment réussie du premier ministre Chrétien à Ottawa ; actions tintamarres devant des assemblées publiques du Parti libéral. Ces dernières donnent fréquemment lieu à des tête-à-tête avec Paul Martin qui montre invariablement son ouverture aux demandes du FRAPRU. Elle ne se concrétise cependant pas dans ses budgets de 1999 et 2000...

La seule nouvelle un tant soit peu positive est le lancement en décembre 1999 d'une Initiative nationale pour les sans-abri devenue depuis la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI). Le FRAPRU s'en réjouit, mais s'empresse de demander: « Où est le logement? ».

La réponse arrive, le 1<sup>er</sup> novembre 2000, au début de la campagne électorale qui reporte Jean Chrétien au pouvoir. Le Livre rouge, qui contient les engagements électoraux du Parti libéral du Canada, promet des investissements de 680 millions\$ en quatre ans dans ce qu'il nomme le « logement abordable ».



Une membre du Comité de logement social de Châteauguay, maintenant le Comité logement Rive-Sud, en 1998, lors d'une des nombreuses actions pour réclamer « Un grand chantier de logement social ». / PHOTO : AMÉLIE BINETTE



Manifestation à Québec avant le budget de 1999. PHOTO : NICOLAS LEFEBVRE LEGAULT



Action devant le congrès de l'Union des municipalités du Québec, en 1999. / PHOTO : NORMAND BLOUIN



Lors de la campagne électorale québécoise du 2 décembre 1998. PHOTO : AMÉLIE BINETTE



Sit-in au Ministère du revenu du Canada, à Montréal, avant le budget de 2000. / PHOTO : PATRICK ALLEYN



Occupation des bureaux de la ministre Lucienne Robillard, aussi en 2000. / PHOTO : PATRICK ALLEYN



Sitôt annoncée sa candidature au poste de chef du PQ et de premier ministre du Québec, au début de 2001, Bernard Landry a droit à un procès très couru pour son inaction dans la lutte contre la pauvreté. / PHOTO : BENOÎT AQUIN

[ 2001-2005 ]

## C'EST la crise!

*L'engagement pris par Jean Chrétien à l'automne 2000 ne satisfait pas le FRAPRU qui aurait souhaité que les investissements se fassent en logement social plutôt que dans ce fourre-tout qu'est le logement abordable.*



En 2003, le FRAPRU s'est impliqué dans la lutte contre la démolition de 7 maisons à très bas loyer dans un secteur baptisé Guindonville à Val-David. / PHOTO : JULIE LEBLANC

Sit-in à Rideau Hall, la résidence officielle de la Gouverneure générale du Canada, à Ottawa, en novembre 2005. PHOTO : MARIE-MICHÈLE BLEAU

La porte est cependant entrouverte à Ottawa et il ne faut pas laisser passer l'occasion. Le FRAPRU tente d'abord de convaincre le fédéral de réviser le tir. En mars 2001, il bloque les portes du Ministère des Finances, à Ottawa, ce qui donne lieu à dix arrestations. Le refus net auquel il se butte l'oblige toutefois à modifier sa stratégie. Il cherche maintenant à s'assurer que le gouvernement québécois, qui héritera des investissements fédéraux, disposera de toute la marge de manœuvre nécessaire pour pouvoir, lui, les utiliser pour du logement social. C'est dans ce but que le FRAPRU se fait très visible lors des conférences des ministres de l'Habitation qui se déroulent à ce sujet en août à London, en Ontario, puis en novembre à Québec.

Les investissements sont confirmés par Paul Martin dans son budget du 10 décembre. L'annonce a été précédée de la conclusion d'une entente accordant aux provinces une grande marge de manœuvre dans l'utilisation des fonds fédéraux. Au Québec, le gouvernement péquiste a anticipé le tout, en présentant son propre budget annonçant 13000 logements additionnels en cinq ans, dont 11 500 logements sociaux.

### UN 1<sup>ER</sup> JUILLET PAS COMME LES AUTRES

L'été 2001 y est pour beaucoup dans ce déblocage. À l'approche du 1<sup>er</sup> juillet, jour des déménagements, les groupes membres du FRAPRU ont recensé plus de 200 familles qui se retrouveront sans logis, en raison de la rareté de logements locatifs qui commence à affecter des villes comme Montréal, Gatineau et Québec. Les médias sont alertés. Les autorités politiques, qui, dans un premier temps, nient l'évidence et affirment que « le 1<sup>er</sup> juillet 2001 en sera un comme les autres », finissent par céder. Des services d'urgence sont mis sur pied. Un programme est créé afin d'accorder à des sans-logis un supplément au loyer d'urgence leur permettant de louer des logements encore vacants, mais trop coûteux.

Plusieurs centaines de ménages se prévalent de ces mesures, ce qui n'est qu'un pâle avant-goût de ce qui surviendra lors des 1<sup>er</sup> juillet des années suivantes. Les médias parlent désormais de « crise du logement » et sollicitent le FRAPRU comme jamais auparavant. L'attention est maintenue jusqu'à la fin de l'été, grâce à un squat de deux mois mené par le Comité des sans-emplois de Montréal-Centre et appuyé par le FRAPRU.

C'est le début d'une période de quelques années au cours desquelles il bénéficie d'une très grande visibilité médiatique. Il en profite pour organiser en mai 2002 une semaine d'occupations de bâtiments et de terrains. L'une des nombreuses actions à se dérouler, le squat d'un édifice vacant sur la rue de la Chevrotière, à Québec, durera quatre mois! Elle aboutira, après des années de pressions, à la réalisation de la coopérative de 80 logements, L'Escalier.

La formule de la semaine nationale d'actions est reprise en mai 2003 et se termine cette fois par une manifestation nationale et un spectacle auquel participent Yvon Deschamps et Judi Richards.

### DES CHANGEMENTS POLITIQUES

Le décor politique, lui, se modifie. Le 14 avril 2003, le Parti libéral de Jean Charest défait le PQ. Sa première année au pouvoir donne lieu à une série de lois anti-syndicales et de tentatives visant à modifier à toute vapeur les fonctions de l'État. C'est sans espoir que le FRAPRU se présente tambour battant devant le ministre des Finances, Yves Séguin, lors des consultations publiques précédant son budget du printemps 2004. Contre toute attente, le ministre se montre très réceptif. Il offre même d'aller rencontrer le FRAPRU à ses bureaux. Le budget qu'il présente le 30 mars n'est pas à la hauteur des espoirs créés, mais il comprend les fonds nécessaires à la réalisation de tous les 13000 logements annoncés par le gouvernement précédent et en rajoute 3000. De ces 16000 unités, 12435 sont destinées au logement social.

À Ottawa aussi, les choses évoluent. Le budget de février 2003 a porté à 1 milliard \$ les investissements en logement abordable. Le grand changement est toutefois le couronnement, en novembre, de Paul Martin comme premier ministre. Il rencontre à son tour le FRAPRU. Comme il en fait une habitude, les bons mots qu'il prononce ne trouvent pas écho dans les engagements libéraux pour la campagne électorale de juin 2004.

Le budget présenté en février de l'année suivante se montre tout aussi muet. Comme le gouvernement Martin est maintenant minoritaire, il a toutefois besoin, pour le faire adopter, de l'appui du Nouveau parti démocratique, maintenant dirigé par Jack Layton. Ce dernier en profite pour négocier des investissements de 4,6 milliards \$ dans différents domaines sociaux, dont 1,6 milliard \$ dans le « logement à prix modique ».

Le budget modifié est adopté de justesse en juin 2005. Pour se concrétiser, ses investissements doivent cependant être versés dans des fiducies prévues à cette fin, ce que Martin ne semble pas pressé de faire. Comme il peut à tout moment être renversé à la Chambre des Communes, le FRAPRU cherche à précipiter les choses, entre autres en réussissant un coup fumant : le « squat » de la résidence officielle de la gouverneure générale, Michaëlle Jean, à Ottawa.

Les investissements ne se sont toujours pas faits, le 23 janvier 2006, lors de l'élection d'un autre gouvernement minoritaire, formé celui-là par le Parti conservateur de Stephen Harper. Malgré les craintes, ce dernier confirme, dans son budget du 2 mai suivant, qu'il investira bel et bien les sommes votées sous l'ancien gouvernement. Le Québec recevra 187,4 millions \$ en habitation. Ouf!



C'est en pleine tempête de neige que le FRAPRU manifeste devant la conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Habitation, à Québec, en novembre 2001. / PHOTO : BENOÎT AQUIN



Manifestation à Montréal en mai 2003. PHOTO : FRANÇOIS ROY



Pour améliorer les conditions de logement  
Le CONTRÔLE Des LOYERS  
H  
L  
M  
Aidez-moi le 1er juillet svp!



Squat d'un bâtiment vacant, dans le quartier Saint-Henri, à Montréal, durant la semaine d'occupation de mai 2002. PHOTO : MARIE-JOSÉE LATOUR



Amorcé en mai 2002, le squat de la rue de la Chevrotière, à Québec, dure encore lors du congrès du FRAPRU en juin 2002. / PHOTO : FRANÇOIS ROY



Semaine d'actions de 2003. Des affiches électorales servent pour la construction d'un camp à côté du Palais de justice de Montréal. / PHOTO : MARC ALLARD-CARRIÈRE



À chaque année, le FRAPRU doit multiplier les pressions pour la mise sur pied de mesures d'urgence convenables pour les sans-logis. Ici, manifestation à Sherbrooke, en 2006. / PHOTO : SIMON DUMAIS



Occupation du bureau de campagne de la ministre Lisa Frulla avant les élections de janvier 2006.  
PHOTO : MARIE-MICHÈLE BLEAU

[ 2006-2009 ]

## PAS SIMPLE, *la socialisation*

À son congrès de 2006, le FRAPRU abandonne sa revendication de 8 000 logements sociaux par an. Il adopte plutôt une grande perspective de lutte : la socialisation du parc de logements locatifs. Il réaffirme ainsi une orientation qu'il formulait déjà dans un document paru en 1984 : « Comme l'entreprise privée est incapable de respecter le droit au logement, c'est à l'État de jouer un rôle central », entre autres « en s'accaparant une part toujours plus importante du marché du logement ».



Une des actions les plus marquantes du Camp des 4 Sans : un comité d'accueil pour la première représentation de la comédie musicale Les Misérables inspirée du roman de Victor Hugo. / PHOTO : FRANÇOIS ROY

Le FRAPRU se donne un objectif pour avancer vers cette socialisation : doubler « dans un délai raisonnable » le nombre de logements sociaux pour qu'il représente 20 % du parc de logements locatifs plutôt que 10 %, comme c'est le cas depuis des années. Il propose une série de moyens pour y arriver dont, l'acquisition de logements locatifs existants.

Le FRAPRU amorce la lutte par une campagne de sensibilisation qui parcourt le Québec avec une pièce de théâtre, *Le privé au musée*, présentée par la troupe Mise au jeu.

Quelques temps plus tard, il adopte à nouveau une revendication chiffrée, celle de 50 000 logements sociaux en 5 ans. À un tel rythme, il faudrait une douzaine d'années pour doubler le parc social actuel, ce qui est considéré comme « raisonnable ».

### UN CAMP QUI DONNE DE L'ÉLAN

La conjoncture n'est guère propice à une telle offensive. Si elle a laissé des cicatrices profondes, la pénurie de logements locatifs est en régression presque partout au Québec. Les sans-logis du 1<sup>er</sup> juillet se font plus rares ; les médias tendent à banaliser la problématique du logement ; les autorités politiques s'en désintéressent.

La bataille pour assurer le financement d'AccèsLogis est à reprendre budget après budget, le gouvernement québécois refusant désormais d'en assurer le développement sur plusieurs années. Les élections, elles, se succèdent à un rythme effréné. Après Ottawa, c'est en effet au tour de Québec de se retrouver avec un gouvernement minoritaire, toujours dirigé par Jean Charest, lors du scrutin du 25 mars 2007.

C'est pour frapper un grand coup et remobiliser ses troupes que le FRAPRU impose sa présence au beau milieu des célébrations du 400<sup>ème</sup> anniversaire de la ville de Québec. À la fin juin, il établit un Camp des 4 Sans, nommé en référence aux 400 ans de Québec, mais surtout aux « sans toit », aux « sans l'sou », aux « sans droit » et aux « sans voix ». L'évènement a été précédé d'un battage médiatique sur le caractère potentiellement illégal de l'action et sur l'appui de nombreuses personnalités dont Gilles Vigneault, Dan Bigras et Marie-Anick Lépine du groupe Les Comboys Fringants.

Le 26 juin, au matin, 80 personnes, mal-logées comme sans-abri, s'installent dans un parc situé à proximité du Complexe G. De nombreuses activités s'enchaînent pour interpeller les gouvernements et sensibiliser la population. Le tout se termine, le 28, par la plus grosse manifestation organisée sur les seules bases du FRAPRU, 1 300 personnes prenant la rue pour marcher vers l'Assemblée nationale.

C'est fort de ce succès que le FRAPRU affronte deux campagnes électorales successives à l'automne 2008. La première se solde par l'élection d'un nouveau gouvernement minoritaire dirigé par Stephen Harper qui en a profité pour annoncer la prolongation pour trois ans de ses investissements dans le

logement abordable, mais en n'y consacrant que la somme minimale de 125 millions\$ par année. Durant la campagne, le FRAPRU s'est joint à d'autres groupes sociaux pour mettre en garde contre une nouvelle victoire de Harper.

Sitôt l'élection fédérale terminée, c'est au tour de Jean Charest de demander à la population de lui accorder une majorité pour traverser la crise financière et économique qui s'amorce. Le premier ministre, qui sera réélu à la tête d'un gouvernement majoritaire, surprend en s'engageant par écrit à financer au moins 3 000 nouveaux logements sociaux par année pendant cinq ans dans AccèsLogis (au lieu de 2 000, comme c'était le cas dans les quatre derniers budgets).

### UNE CRISE D'UN AUTRE GENRE

La crise, provoquée par l'écroulement aux États-Unis du système hautement spéculatif des prêts hypothécaires à haut risque (subprimes), modifie la conjoncture. En janvier 2009, à Ottawa, le FRAPRU manifeste à la porte de la rencontre des premiers ministres, convoquée par Stephen Harper pour discuter des voies de sorties de crise. Il réclame que le logement social soit au cœur de ces mesures.

Le budget du 27 janvier ne va pas aussi loin, mais il consacre 2 milliards\$ en deux ans à des investissements en habitation, la moitié pour la rénovation de logements sociaux existants et l'autre pour de nouveaux logements dont 475 millions\$ qui seront versés aux provinces et territoires à des fins de « logement social ».

Cet investissement fédéral contribue à ce que le gouvernement Charest respecte son engagement de 3 000 logements sociaux dans ses budgets de 2009 et de 2010.

Ce dernier budget est suivi de la présentation, en juin, du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale pour 2010-2015*. Les 3 000 logements représentent une des seules mesures positives de ce plan, mais ils ne sont toujours assurés que pour une seule année. Partout au Québec, des groupes avaient dénoncé la « consultation bidon » qui a mené à son adoption. Pour un, le FRAPRU s'était retiré, en juin 2009, des « Rendez-vous de la solidarité », la rencontre nationale de consultation à ce sujet, aux côtés de plusieurs autres organismes.

Le FRAPRU commence par ailleurs à développer des liens avec des organisations autochtones, de même qu'avec d'autres organismes de lutte pour le droit à l'habitat à travers le monde. Il a adhéré au réseau international, No-Vox, initiée par des organisations françaises, dont Droit au logement.



Le FRAPRU manifeste à Westmount, puis Saint-Henri, après le budget de mai 2007. / PHOTO : FRANÇOIS ROY



Une partie des personnes qui, pendant trois jours, participent au Camp des 4 Sans, à Québec. / PHOTO : FRANÇOIS ROY



Le FRAPRU se montre très actif durant la campagne électorale de mars 2007, mais les engagements se font attendre. / PHOTO : ÉTIENNE GRANDMONT



Manifestation devant le bureau de campagne du candidat vedette du Parti conservateur, Michael Fortier. PHOTO : JIMENA MICHEA



Déménagement à un bureau de recrutement de l'Armée canadienne, à Ottawa, en 2008, pour protester contre la priorité que Stephen Harper accorde aux dépenses militaires. / PHOTO : DOMINIQUE PERREault



Le FRAPRU réclame que le logement social fasse partie des mesures de sortie de crise devant la conférence des premiers ministres du Canada, à Ottawa, en janvier 2009. / PHOTO : FRANÇOIS ROY

[ 2010-2013 ]

## C'EST pas fini...

*Sitôt la crise économique calmée, Ottawa et Québec mettent le cap sur l'austérité budgétaire. Pour un, le gouvernement Charest veut atteindre l'équilibre budgétaire par des coupes dans les services publics et par un recours accru à la tarification.*



Une représentante du FRAPRU participe à la rencontre internationale du Réseau No-Vox à Ouagadougou, au Burkina Faso, en 2010. / PHOTO : NO-VOX

Manifestation à Jonquière en octobre 2012, lors du passage au Saguenay de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement. PHOTO : VÉRONIQUE LAFLAMME.

Le budget du 30 mars 2010 du ministre libéral Raymond Bachand annonce une taxe santé de 200\$ par an, une hausse salée des frais de scolarité et une augmentation majeure des tarifs d'électricité à partir de 2014. Des groupes sociaux, dont le FRAPRU, avaient prévu le coup, en initiant la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Le 1<sup>er</sup> avril, elle réagit au budget, en mobilisant 15000 personnes à Montréal. Bien d'autres actions suivront.

Une telle conjoncture n'augure rien de bon pour le logement social. En février 2011, le FRAPRU innove avec une caravane baptisée *Sur la route pour le logement social*. En six jours, elle parcourt les villes de Gatineau, Montréal, Châteauguay, Sherbrooke, Trois-Rivières, la Tuque et Saguenay. Des actions prennent forme à chaque endroit. La caravane se termine par une manifestation de 1000 personnes à Québec.

Le budget qui suit jette une douche d'eau froide, en ne finançant que 2000 logements pour 2011-2012, ce qui viole pour la première fois l'engagement de 3000 (il le sera à nouveau, en 2012-2013, avec 2500 unités.)

Le gouvernement conservateur, lui, se laisse tirer l'oreille pour renouveler ses microscopiques investissements dans le logement abordable. Il ne le fera qu'après la campagne électorale qui, le 2 mai 2011, lui donne la majorité à la Chambre des Communes. Durant la campagne, le FRAPRU organise une panoplie d'actions pour faire le lien avec les 30 milliards\$ que Stephen Harper est prêt à consacrer à l'achat et l'entretien de 65 avions militaires F-35.

En octobre 2011, le FRAPRU réplique aux deux gouvernements avec une autre caravane. Le départ de deux convois séparés comprenant un total de 80 personnes lui permet de parcourir 22 villes en une semaine et ce, dans onze régions incluant l'Abitibi et la Côte-Nord.

### UN AUTOMNE BIEN DIFFÉRENT

Au début de 2012, une importante grève étudiante grossit de jour en jour contre la hausse des frais de scolarité. Elle entraîne à ses côtés un mouvement social historique. La Coalition en a fait son principal cheval de bataille. C'est elle qui, en février, aux premiers balbutiements de la grève, bloque l'Édifice de la Bourse, à Montréal, et qui, en mai, lance l'appel à une manifestation au congrès du Parti libéral, à Victoriaville.

La répression qui s'abat sur la manifestation et l'adoption peu après d'une sévère loi spéciale, alimentent la colère contre Charest. Le déclenchement d'une grève sociale est de plus en plus débattu. Le congrès du FRAPRU vote en sa faveur en juin et, au cours de l'été, la plupart de ses groupes membres obtiennent des mandats en ce sens.

La rentrée de l'automne 2012 prend toutefois une allure imprévue avec le déclenchement d'une campagne électorale. Le 4 septembre, Jean Charest est défait. Un gouvernement péquiste minoritaire, dirigé par

Pauline Marois, prend la relève. Il déçoit rapidement les attentes, mais pas au point de relancer l'idée de grève sociale. Les tarifications prévues par le Parti libéral sont modifiées, mais elles demeurent en place, ce qui oblige la Coalition à prévoir une offensive en règle contre la hausse des tarifs d'Hydro-Québec.

L'engagement de financer au moins 3000 logements sociaux par année, que le PQ a repris des Libéraux, est quant à lui respecté, mais au strict minimum et pour un an seulement dans le budget que le ministre Nicolas Marceau présente en novembre 2012.

Le FRAPRU achève alors une tournée d'une envergure inédite. Pendant six semaines, la Commission populaire itinérante sur le droit au logement, qu'il a initiée, tient 19 audiences dans les 17 régions administratives du Québec. Elle débute et se termine dans deux communautés autochtones, Kuujuaq au Nunavik et Lac Simon en Abitibi. Au total, elle entend 360 témoignages de groupes et de personnes aux prises avec des problèmes de logement et d'itinérance.

Le rapport, écrit en toute indépendance par les 14 commissaires, est publié en mars 2013 sous le titre *Urgence en la demeure*. Il met en lumière de multiples violations au droit au logement et leurs conséquences sur le respect d'autres droits humains : santé, sécurité, éducation, égalité, etc. Il fait aussi une série de recommandations pour en assurer le plein exercice. Un film intitulé *Au pied du mur*, réalisé à partir de ses travaux, est par la suite présenté partout au Québec.

### DU PAIN SUR LA PLANCHE

Tout en poursuivant sa lutte pour la réalisation d'un plus grand nombre de logements sociaux, le FRAPRU doit de plus en plus se préoccuper de ceux qui existent déjà. Au Québec, 127000 logements, auxquels le gouvernement fédéral verse des subventions depuis leur construction avant 1994, doivent totalement les perdre au fil des années. Pour plusieurs, ça surviendra dès 2014 ou 2015. L'arrêt de cette aide pourrait faire grimper les loyers des locataires qui y demeurent et compromettre leur accessibilité financière à plus long terme. La propriété sociale des logements pourrait, dans certains cas, être mise en danger.

Pas question pour le FRAPRU de laisser Ottawa se retirer une nouvelle fois. Il tente par tous les moyens d'alerter les locataires de ce danger. Des actions sont aussi organisées dont trois manifestations nationales à Québec, Montréal et Ottawa, cette dernière en novembre 2013.

Quant à la survie des quartiers populaires, elle est redevenue un enjeu. Le droit à la ville des classes populaires est, en plusieurs endroits, opposé à la gentrification qui a repris de plus belle avec la frénésie immobilière des dernières années.

Le FRAPRU n'a pas fini de monter au front!



Bed-in en face de la résidence de Jean Charest, à Westmount, en mai 2010. / PHOTO : FRANÇOIS ROY



Le contingent qui parcourt l'Est du Québec lors de la Caravane de l'automne 2011. / PHOTO : VÉRONIQUE LAFLAMME



Le FRAPRU sort les meubles du bureau de campagne électorale de la ministre conservatrice Josée Verner lors des élections du printemps 2011. / PHOTO : ÉTIENNE GRANDMONT



La main rouge devient le symbole de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, après le budget de mars 2010. / PHOTO : VÉRONIQUE LAFLAMME

Les membres du comité femmes du FRAPRU, en route vers Rimouski pour participer à la Marche mondiale des femmes de 2010, font un arrêt à Shawinigan pour décorer les bureaux de la ministre libérale Julie Boulet. / PHOTO : MARTINE POITRAS



Blocage des portes d'un bureau du Ministère de la Défense nationale, à Ottawa, en octobre 2010. PHOTO : ÉTIENNE GRANDMONT



Le groupe de chant et de tambour autochtones Screaming Eagles, lors du passage de la Caravane à Val-d'Or. PHOTO : PATRICK LANDRY



Manifestation dans les rues de Montréal, lors de la grève étudiante du printemps 2012. / PHOTO : RONALD LACHAPELLE



Manifestation pré-budgétaire dans les rues de Montréal à l'hiver 2012. / PHOTO : RONALD LACHAPELLE



Blocage de la Tour de la Bourse à Montréal, en février 2012. / PHOTO : ANDRÉ QUERRY



La Caravane de passage à Rouyn-Noranda en octobre 2011. / PHOTO : PATRICK LANDRY



Une partie des membres de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement lors du lancement de son rapport, en mars 2013. / PHOTO : VÉRONIQUE LAFLAMME



Manifestation nationale contre la fin des subventions à long terme du gouvernement fédéral à 127 000 logements sociaux existants, à Montréal, en mai 2012. / PHOTO : ANDRÉ QUERRY



Le FRAPRU ne pouvait laisser passer des coupures à l'aide sociale, comme celles faites par le gouvernement péquiste au printemps 2013, sans réagir. Ici, occupation du bureau de circonscription du député Daniel Breton. PHOTO : PATRICK LANDRY

Le maintien de la population à faible et modeste revenus dans les quartiers demeure une préoccupation centrale du FRAPRU. / PHOTO : VÉRONIQUE LAFLAMME



Le congrès de 2011 du FRAPRU. PHOTO : FRANÇOIS ROY

### Les groupes membres participants du FRAPRU

Ces groupes sont au cœur des activités et de la vie démocratique du FRAPRU

- Action Dignité Saint-Léonard, Montréal
- Association des locataires de Sherbrooke
- Association des locataires de Villera
- Comité BAILS Hochelaga-Maisonneuve, Montréal
- Comité d'action de Parc Extension, Montréal
- Comité d'action des citoyens et citoyennes de Verdun, Montréal
- Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur, Québec
- Comité logement Ahunatic-Cartierville, Montréal
- Comité logement d'aide aux locataires, Ouest de Québec
- Comité logement de Beauharnois
- Comité logement de Trois-Rivières
- Comité logement Montréal-Nord
- Comité logement Plateau Mont-Royal, Montréal
- Comité logement Rimouski-Neigette
- Comité logement Rive-Sud
- Comité logement Rosemont, Montréal
- Comité logement Ville-Marie, Montréal
- Comité populaire Saint-Jean Baptiste, Québec
- Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)
- Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM)

- Logemen'occupe, Gatineau
- Loge m'entraide, Saguenay
- Maison La Virevolte, Longueuil
- POPIR-Comité Logement, Sud-Ouest de Montréal
- Projet Genèse de Côte-des-Neiges, Montréal
- Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)
- Regroupement information logement (RIL) de Pointe Saint-Charles, Montréal
- Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

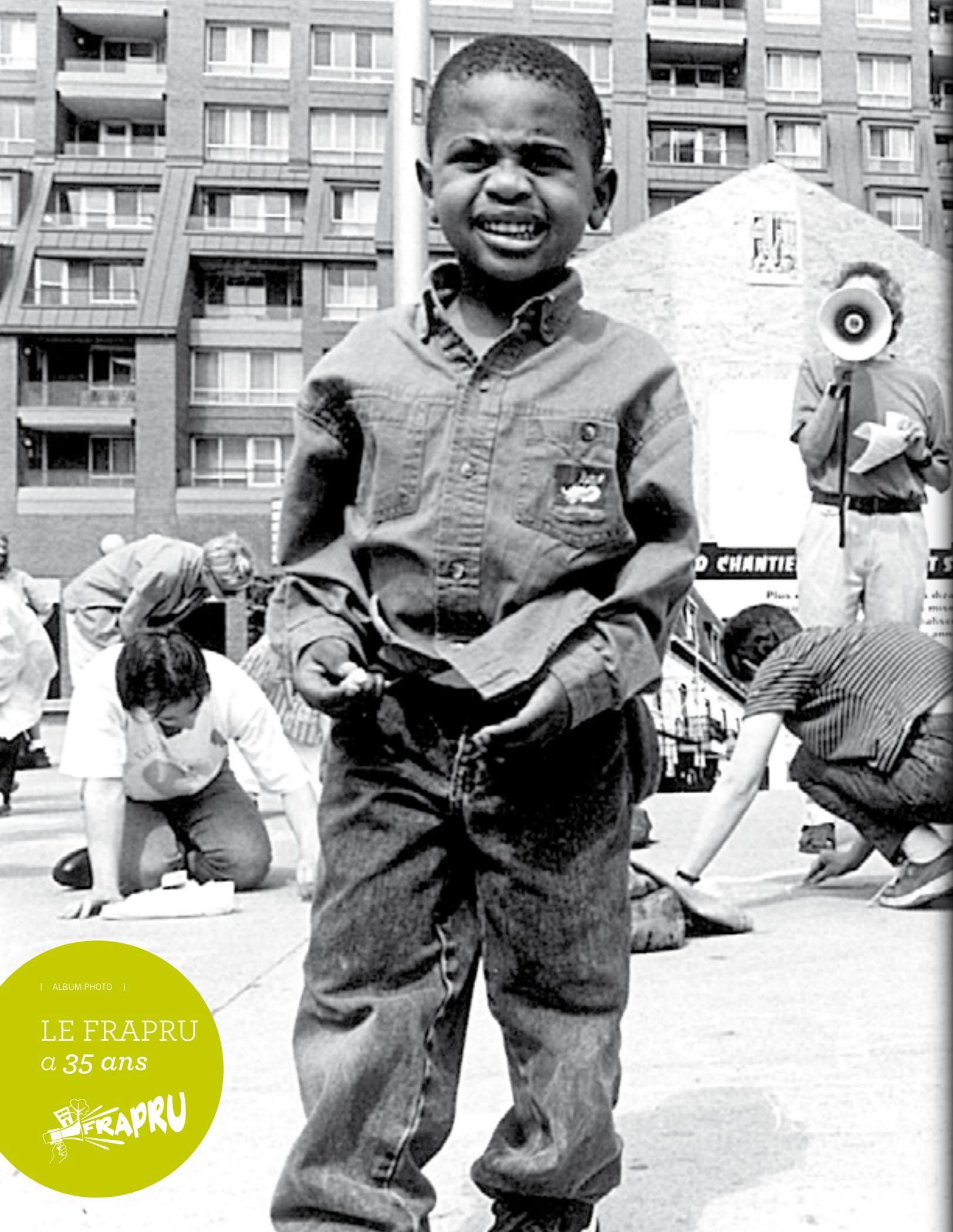
### Les groupes membres associés

En plus de ces 28 groupes, le FRAPRU compte quelque 125 groupes membres associés qui appuient ses revendications et ses actions. Ils sont présents dans les quatre coins du Québec. Il s'agit d'organismes communautaires nationaux, régionaux ou locaux, d'organisations syndicales, de groupes de femmes, d'associations étudiantes, etc. On peut en trouver la liste sur le site web du FRAPRU ([www.frapru.qc.ca](http://www.frapru.qc.ca))

[WWW.FRAPRU.QC.CA](http://WWW.FRAPRU.QC.CA)

### Pour suivre les activités du FRAPRU





[ ALBUM PHOTO ]

LE FRAPRU  
*a 35 ans*

